

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Vendredi, 23 mai 1902.

N 32.

Freitag, 23. Mai 1902.

Loi du 18 mai 1902, portant allocation d'un crédit de 84,000 fr. pour la construction d'un laboratoire bactériologique à Luxembourg.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 24 avril 1902 et celle du Conseil d'État du 2 mai courant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. Il est alloué un crédit de 84,000 fr. pour couvrir les dépenses de la construction d'un laboratoire bactériologique à Luxembourg. Ce crédit est rattaché à l'art. 96ter du budget des dépenses de 1902.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 18 mai 1902.

Pour le Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant,
GUILLAUME.
Grand-Duc Héréditaire.

Le Directeur général
des travaux publics,
Ch. RICHARD.

Gesetz vom 18. Mai 1902, wodurch ein Credit von 84,000 Fr. zum Bau eines bakteriologischen Laboratoriums zu Luxemburg bewilligt wird.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 24. April und derjenigen des Staatsrathes vom 2. Mai 1902, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. Ein Credit von 84,000 Fr. ist zur Deckung der Kosten für den Bau eines bakteriologischen Laboratoriums zu Luxemburg bewilligt. Dieser Credit ist dem Ausgabenbudget für 1902 als Art. 96ter beigezeichnet.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „*Mémorial*“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 18. Mai 1902.

Für den Großherzog :
Dessen Statthalter,
Wilhelm,
Erbgroßherzog.

Der General-Director
der öffentlichen Arbeiten,
R. R i c h a r d.

Loi du 18 mai 1902, autorisant l'aliénation des ruines du château d'Esch-sur-Sûre.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 24 avril 1902, et celle du Conseil d'Etat du 2 mai suivant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. Le Gouvernement est autorisé à vendre, aux conditions à déterminer par lui, les ruines du château d'Esch-sur-Sûre avec places et dépendances, appartenant au domaine de l'Etat, d'une contenance de 29 ares 94 centiares, et inscrites au cadastre sous les N^{os} 368 et 573/1850.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne

Luxembourg, le 18 mai 1902.

Pour le Grand-Duc :

Son Lieutenant-Représentant,

GUILLAUME,

Grand-Duc Héréditaire.

Le Directeur général
des finances,

M. MONGENAST.

Le Directeur général
des travaux publics,

Ch. RISCHARD.

Loi du 18 mai 1902, concernant la réglementation de la circulation des véhicules de toute nature sur les voies publiques.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du

Gesetz vom 18 Mai 1902, die Veräußerung der Schlossruine zu Esch a. d. Sauer betreffend.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 24. April und derjenigen des Staatsrathes vom 2. Mai 1902, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziges Artikel. Die Regierung ist ermächtigt, unter den durch sie zu bestimmenden Bedingungen, die zur Staatsdomäne gehörende Ruine des Schlosses zu Esch a. d. Sauer mit Bering zu veräußern. Dieselben haben einen Flächeninhalt von 29 Ares 94 Centiareß und sind im Kataster unter Nr. 368 und 573/1850 eingeschrieben.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „*Mémorial*“ eingeruckt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 18. Mai 1902.

Für den Großherzog :

Deffen Statthalter,

Wilhelm,

Erbgroßherzog.

Der General-Director
der Finanzen,

M. M o n g e n a s t.

Der General-Director

der öffentlichen Arbeiten,

R. R i s c h a r d.

Gesetz vom 18. Mai 1902, wodurch der Verkehr von Fuhrwerken jeder Art auf öffentlichen Wegen geregelt wird.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-

24 avril 1902 et celle du Conseil d'État du 2 mai suivant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Un règlement d'administration publique prescrira les mesures de police auxquelles sera soumise la circulation sur toutes les voies publiques des véhicules de toute nature, qu'ils soient mus par force animale ou mécanique, sauf les tramways roulant sur rails.

Art. 2. Les art. 1^{er} §§ 4 et 5, 2, 3 et 4 de la loi du 3 juillet 1897, concernant la circulation des vélocipèdes sur les voies publiques, seront applicables aux règlements à prendre en exécution de l'art. 1^{er}.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 18 mai 1902.

Pour le Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant,
GUILLAUME,
Grand-Duc Héréditaire.

Le Directeur général
de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Le Directeur général
des travaux publics,
CH. RISCHARD.

Loi du 22 mai 1902, concernant l'inspection du travail industriel.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Nous Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 25 avril 1902 et celle du Conseil d'État du 2 mai suivant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

fammer vom 24. April und derjenigen des Staatsrathes vom 2. Mai 1902, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Ein öffentliches Verwaltungsreglement bestimmt die Polizei-Maßregeln, denen der Verkehr auf öffentlichen Wegen mit Fuhrwerken jeder Art, ob dieselben durch thierische oder mechanische Kraft in Bewegung gesetzt werden, mit Ausnahme jedoch der auf Schienen laufenden Trambahnen-Wagen, unterworfen ist.

Art. 2. Die Art. 1 §§ 4 und 5, 2, 3 und 4 des Gesetzes vom 3. Juli 1897 über das Radfahren auf öffentlichen Wegen sind auf die in Ausführung des Art. 1 zu erlassenden Reglemente anwendbar.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ hingeruckt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 18. Mai 1902.

Für den Großherzog :
Dessen Statthalter,
Wilhelm,
Erzherzog.

Der General-Director
des Innern,
H. Kirpach.

Der General-Director
der öffentlichen Arbeiten,
R. Rischard.

Gesetz vom 22. Mai 1902, die Inspektion der gewerblichen Arbeit betreffend.

Wir Adolph, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 25. April letzten, und derjenigen des Staatsrathes vom 2. Mai et., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à nommer un ou plusieurs inspecteurs et une ou plusieurs inspectrices de travail, qui seront rétribués dans les limites des sommes allouées par le budget.

Leur organisation et leurs attributions seront déterminées par le Gouvernement.

Toutefois la surveillance de l'exécution des lois et règlements sur le travail des femmes et enfants, de celle des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que de celle des lois sur la cessibilité et la saisissabilité et sur la procédure de saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés, forment partie intégrante de leur mission, tandis que la surveillance des chaudières à vapeur peut en faire partie par dérogation à la loi du 14 mai 1874.

L'inspection des mines, minières et carrières restera confiée au personnel de l'administration des mines.

Art. 2. Les inspecteurs de travail ont entrée dans tous les établissements industriels : ainsi dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Ils ont le droit d'enquête et celui de faire des visites de nuit, lorsque ces établissements soumis à leur surveillance sont en activité, — le tout conformément aux règles à établir par un règlement d'administration publique.

Ils peuvent se faire représenter les registres prescrits par la loi ou par les règlements d'administration publique, ainsi que les livrets et les règlements intérieurs.

Avant d'entrer en fonctions, les inspecteurs de travail et les délégués ouvriers prêteront serment de ne point révéler les secrets de fabrication et en général les procédés d'exploitation

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Die Regierung ist ermächtigt, einen oder mehrere Gewerbeinspektoren, sowie eine oder mehrere Gewerbeinspektorinnen zu ernennen, deren Befoldung innerhalb der Grenzen der Budgetbewilligungen geschieht.

Die Organisation und die Befugnisse derselben werden von der Regierung bestimmt.

Zimmerhin jedoch wird die Ueberwachung der Durchführung der Gesetze und Reglemente über die Arbeit der Frauen und Kinder, und die gefährlichkeit, ungesund oder lästigen Anlagen, der Gesetze über die Abtretung und Pfändung der Arbeiterlöhne und kleinen Gehälter der Angestellten, sowie über das Verfahren bei der Pfändung dieser Löhne und Gehälter einen integrierenden Theil ihrer Aufgabe bilden, insofern die Ueberwachung der Dampfessel ihnen, in Abweichung von dem Gesetze vom 14. Mai 1874, zugewiesen werden kann.

Mit der Beaufsichtigung der Bergwerke und Steinbrüche bleiben die Beamten der Bergbauverwaltung betraut.

Art. 2. Die Gewerbeinspektoren haben Zutritt zu allen gewerblichen Anstalten : den Hütten, Fabriken, Bergwerken, Brüchen, Bauhöfen, Werkstätten, sowie deren Dependenzien, gleich welcher Art, öffentlichen wie privaten, selbst wenn diese Anstalten dem gewerblichen Unterricht oder einem wohlthätigen Zwecke dienen.

Sie haben das Recht, Untersuchungen anzustellen und die unter ihrer Aufsicht stehenden Anstalten auch bei Nacht zu besuchen, wenn dieselben in Thätigkeit sind, alldies gemäß den durch ein öffentliches Verwaltungsreglement festzustellenden Normen.

Sie können sich die durch das Gesetz oder die öffentlichen Verwaltungsreglemente vorgeschriebenen Bücher, wie auch die Arbeiterlivrets und Dienstreglemente vorlegen lassen.

Vor ihrem Amtsantritt haben die Gewerbeinspektoren und die Arbeiterdelegirten sich unter Eid zu verpflichten, kein Fabrikationsgeheimnis sowie überhaupt kein Betriebsverfahren zu ver-

dont ils pourront prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 3. Les contraventions aux lois et règlements dont la surveillance leur est confiée, seront constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au Gouvernement et l'autre déposé au parquet.

Art. 4. Le Gouvernement pourra adjoindre aux inspecteurs de travail des délégués ouvriers à nommer parmi une liste de trois candidats pour chaque place vacante, proposée par les assemblées générales des caisses de maladie de la circonscription afférente. Ces assemblées sont convoquées et présidées par un inspecteur de travail, délégué à cet effet par le Gouvernement, et elles sont composées en conformité de l'art. 33 de la loi du 31 juillet 1901.

Art. 5. Quiconque a mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur ou d'un délégué est puni d'une amende de vingt-six francs à cent francs, et en cas de récidive dans les trois ans à partir de la première condamnation, d'un emprisonnement de huit jours à un mois, sans préjudice de l'application des peines plus fortes établies par le Code pénal ou d'autres lois spéciales.

Les dispositions du premier livre du Code pénal, ainsi que celles de la loi du 18 juin 1879, portant attribution aux cours et tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes sont applicables aux infractions dont s'agit.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxemburg, le 22 mai 1902.

Pour le Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant,
GUILLAUME,
Grand-Duc Héréditaire.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

raihen, von dem sie vermöge ihres Amtes Kenntnis erhalten.

Art. 3. Die Zuwiderhandlungen gegen die Gesetze und Reglemente, deren Ausführung sie zu überwachen haben, stellen die Fabrikinspektoren durch Protokolle fest, welche bis zum Gegenbeweis Kraft haben.

Diese Protokolle werden in zwei Exemplaren errichtet, von denen das eine der Regierung, und das andere der Staatsanwaltschaft übermittelt wird.

Art. 4. Die Regierung kann den Gewerbeinspektoren Arbeiterdelegierte begeben, welche aus einer Liste von drei Kandidaten ernannt werden, die für jede zu besetzende Stelle durch die Generalversammlungen der Krankenkasse des betreffenden Bezirks vorgeschlagen werden. Diese Versammlungen werden von der Regierung durch einen hierzu delegirten Gewerbeinspektor einberufen und präsidirt, und gemäß Art. 33 des Gesetzes vom 31. Juli 1901 zusammengesetzt.

Art. 5. Wer einen Gewerbeinspektor oder einen Delegirten an der Ausübung seiner Pflichten verhindert, wird mit einer Geldbuße von sechsundzwanzig bis hundert Franken, und im Wiederholungsfall innerhalb drei Jahren nach der ersten Verurtheilung mit Gefängnis von acht Tagen bis zu einem Monat bestraft, unbeschadet der Anwendung der durch das Strafgesetzbuch oder sonstige Spezialgesetze vorgesehenen härteren Strafen.

Die Bestimmungen des ersten Buches des Strafgesetzes sowie diejenigen des Gesetzes vom 18. Juni 1879, wodurch die Berücksichtigung der mildernden Umstände den Gerichten vorbehalten wird, finden auf diese Vergehen Anwendung.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 22. Mai 1902.

Für den Großherzog:
Dessen Statthalter,
Wilhelm,
Erbgroßherzog.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Avis. — Justice.

Par arrêté grand-ducal en date du 15 mai et.,
M. Guillaume *Leidenbach*, juge au tribunal
d'arrondissement de Diekirch, a été nommé aux
mêmes fonctions près le tribunal de Luxem-
bourg.

Luxembourg, le 17 mai 1902.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Association syndicale.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour,
l'association syndicale pour l'établissement de
dix chemins d'exploitation aux lieux dits
« Oichten », « Eichen » etc. à Niederanven, dans
la commune de Niederanven, a été autorisée.

Cet arrêté, ainsi qu'un double de l'acte d'as-
sociation sont déposés au Gouvernement et au
secrétariat communal de Niederanven.

Luxembourg, le 16 mai 1902.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

*Arrêté du 9 mai 1902, portant reconnaissance
légitime et approbation des statuts de la société
de secours mutuels dite « Luxemburger Schuh-
machersection ».*

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT;

Vu la demande en reconnaissance légale pré-
sentée par la société de secours mutuels dite
« Luxemburger Schuhmachersection »;

Vu l'avis émis le 16 décembre 1901 par l'ad-
ministration communale de la ville de Luxem-
bourg, siège de la dite société;

Vu l'avis de la Commission supérieure d'en-
couragement des sociétés de secours mutuels
en date du 13 avril 1902;

Vu la loi du 11 juillet 1891 et l'arrêté grand-
ducal du 22 du même mois;

Bekanntmachung. — Justiz.

Durch Großh. Beschluß vom 15. d. Mts. ist Hr.
Wilhelm *Leidenbach*, Richter am Bezirksge-
richt zu Diekirch, zum Richter am Bezirksgericht
zu Luxemburg ernannt worden.

Luxemburg, den 17. Mai 1902.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heuti-
gen Tage ist die Syndikatsgenossenschaft für An-
lage von zehn Feldwegen an den Orten genannt
„Dichten“, „Eichen“, etc., in der Gemeinde Nieder-
anven ermächtigt worden.

Dieser Beschluß sowie ein Duplikat des Genos-
senschaftsaktens sind bei der Regierung und auf
dem Gemeindefekretariate zu Niederanven hinter-
legt.

Luxemburg, den 16. Mai 1902.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen

**Beschluß vom 9. Mai 1902, die gesetzliche An-
erkennung und die Genehmigung des Statuts
des Unterstützungs-Vereins gen. „Luxembur-
ger Schuhmachersektion“ betreffend.**

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Gesuches des Unterstützungs-
vereins „Luxemburger Schuhmachersektion“ wegen
gesetzlicher Anerkennung, sowie Genehmigung dessen
Statuts;

Nach Einsicht des Gutachtens der Gemeinde-
verwaltung der Stadt Luxemburg, Sitz des Ver-
eins, vom 16. Dezember 1901;

Nach Einsicht des Gutachtens der höheren
Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit
beruhenden Hilfskassen, vom 13. April 1902;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 11. Juli 1891
und des Großh. Beschlusses vom 22. des. Mts.;

Attendu que les statuts de ladite société sont en concordance avec les dispositions des lois et règlements ;

Attendu que les recettes assurées de la même société paraissent suffisantes pour faire face à ses dépenses obligatoires ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La société de secours mutuels dite « Luxemburger Schuhmachersektion » est légalement reconnue et ses statuts sont approuvés.

Art. 2. Le présent arrêté, avec les statuts y annexés, sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 9 mai 1902.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,*
EYSCHEN.

In Anbetracht, daß das Statut des genannten Vereins mit den Bestimmungen der Gesetze und Reglemente in Einklang steht ;

In Anbetracht, daß die gesicherten Einkünfte der Gesellschaft zur Bestreitung der ordnungsmäßigen Ausgaben derselben hinreichend erscheinen ;

Beschließt :

Art. 1. Der Unterstützungsverein „Luxemburger Schuhmachersektion“ wird hiermit gesetzlich anerkannt und ist dessen Statut genehmigt.

Art. 2. Dieser Beschluß nebst dem dazu gehörigen Statut soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 9. Mai 1902.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,*
G y f t e n.

Statuten der Luxemburger Schuhmachersektion.

KAPITEL I. — *Bildung und Zweck der Gesellschaft.*

Art. 1. Vom 21. October 1900 ab, ist zu Luxemburg, unter der Bezeichnung « Luxemburger Schuhmachersektion » eine auf Gegenseitigkeit beruhende Hilfskasse errichtet, deren Bezirk die Gemeinden Luxemburg, Eich, Hollerich, Rollingergrund umfasst. Sie hat zum Zweck :

- 1° Ihren kranken oder verwundeten Mitgliedern ärztliche Behandlung und Arzneien zu verschaffen ;
- 2° Ihren Mitgliedern während deren Arbeitsunfähigkeit eine zeitweilige Entschädigung zu gewähren ;
- 3° Für die Begräbnisskosten ihrer Mitglieder aufzukommen.

Art. 2. Die Sektion hat zu Patronen die Heiligen Crispin und Crispinian.

KAPITEL II. — *Zusammensetzung der Hilfskasse.*

Art. 3. Die Hilfskasse besteht aus wirklichen und Ehrenmitgliedern.

Art. 4. Wer als wirkliches Mitglied beitreten will, muss einen Tagelohn nachweisen, welcher mindestens den Betrag der täglichen Unterstützung erreicht.

Art. 5. Wirkliche Mitglieder sind diejenigen, welche die Verpflichtung, sich gegenwärtigem Statut zu fügen, unterschrieben haben, und demgemäss an den Vortheilen der Gesellschaft theilnehmen.

Art. 6. Ehrenmitglieder sind diejenigen, welche durch ihre Wohlthaten, ihre Rathschläge und ihre Baarzeichnungen zum Gedeihen der Gesellschaft beitragen, ohne an deren Unterstützungen theilzunehmen. Sie sind berechtigt, den Sitzungen beizuwohnen.

KAPITEL III. — *Aufnahme- und Ausschluss-Bedingungen*

Art. 7. Die Aufnahme der wirklichen Mitglieder erfolgt in der Generalversammlung vermittelst Abstimmungen, mit absoluter Stimmenmehrheit. Um in dieser Eigenschaft zugelassen zu werden, muss man : 1° eine ordentliche Aufführung haben ; 2° frei von Krankheit und geheimen Gebrechen sein, was durch eine Bescheinigung des Vereinsarztes nachzuweisen ist ; 3° das erforderliche Alter besitzen ; 4° ein Gesuch um Aufnahme einreichen.

Art. 8. Die Altersgrenze für die Aufnahme ist auf mindestens achtzehn und auf höchstens vierzig Jahre festgesetzt.

Art. 9. Wer Mitglied werden will, hat an den Schriftführer der Gesellschaft : a) ein von ihm unterzeichnetes Aufnahmegesuch einzusenden ; diesem müssen beiliegen : b) ein Auszug aus seiner Geburtsurkunde oder ein anderes authentisches Schriftstück, wodurch sein Alter festgestellt wird ; c) die Bescheinigung eines von der Sektion genehmigten Arztes, wonach der Gesuchstellende frei von Krankheit oder geheimen Gebrechen ist.

Art. 10. Die Ehrenmitglieder werden durch den Vorstand, ohne Rücksicht auf Alter oder Wohnsitz aufgenommen.

Art. 11. Von Rechts wegen ausgeschlossen ist das wirkliche Mitglied, welches mit der Zahlung seiner Beiträge mehr als drei volle Monate im Rückstand ist oder sich länger als drei Monate nach dem Tage, wo es einer, im inneren Ordnungsreglemente oder in gegenwärtigen Statuten vorgesehenen Straftaxe verfallen ist, weigert, dieselbe zu zahlen. In den beiden beregten Fällen muss jedoch das Mitglied durch eingeschriebenen Brief, in welchem die Motive, sowie das genaue Datum des eventuel zu vollziehenden Ausschlusses enthalten sind, gewarnt werden. Dieser Ausschluss darf nicht früher als acht und nicht später als vierzehn Tage nach dem Datum der Expedition des Briefes geschehen. Will das gewarnte Mitglied der Sektion fernher angehören, so muss es seine Beiträge bis auf höchstens einen Rückstand von zwei Monaten, resp. seine vollen Straftaxen mitsamt den durch die Warnung entstandenen Kosten vor dem oben festgesetzten Termine bezahlt haben.

Art 12. Der Vorstand kann den Ausschluss wegen Nichtzahlung der Beiträge aufschieben, wenn das Mitglied nachweist, dass es sich ohne eigenes Verschulden im Rückstand befindet.

Art. 13. Der Ausschluss wird auf Antrag des Vorstandes, durch Abstimmen in der Generalversammlung und ohne Besprechung verhängt :

1° Wegen Verurtheilung zu einer Criminalstrafe oder zu einer Gefängnisstrafe, welche einen Makel auf die Sittlichkeit oder Ehrenhaftigkeit des Mitgliedes wirft ;

2° Wegen freiwilliger Beeinträchtigung der Gesellschaftsinteressen ;

3° Wegen offenkundig Aergerniss gebenden oder zügellosen Lebenswandels.

Ausser dem oben unter Nr. 1 vorgesehenen Fall einer Verurtheilung wird das Mitglied, dessen Ausschluss beantragt ist, vor den Vorstand geladen, um über die ihm zu Last gelegten Thatsachen vernommen zu werden ; findet dasselbe sich am bestimmten Tage und zur bestimmten Stunde nicht ein, so wird der Ausschluss in der Generalversammlung verhängt.

Art. 14. Das wirkliche Mitglied, das den Bezirk der Hilfskasse verlässt, um sich anderswo niederzulassen, geht seiner Mitgliedschaft verlustig, kann dieselbe jedoch bei seiner Rückkehr, ohne Zahlung einer nochmaligen Aufnahmegebühr wiedererlangen, wenn es den laufenden Monatsbeitrag entrichtet, vorausgesetzt, dass es vor seiner Entfernung :

1° seine Beiträge bis zum Augenblick der Abreise bezahlt ;

2° seine Abreise dem Vorstände schriftlich angezeigt hatte.

Bei seiner Wiederaufnahme muss es sich neuerdings der ärztlichen Untersuchung unterziehen ; kehrt es krank oder verwundet zurück, so kann es keine Unterstützung beanspruchen.

KAPITEL IV. — *Verwaltung.* — *Arzt.* — *Apotheke.*

Art. 15. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen Vorstand, welcher aus einem Präsidenten, einem Vice-Präsidenten, einem Schriftführer, einem Kassierer, einem Aufsichtscommissar und zwei Assistenten besteht. Die Mitglieder des Vorstandes üben ihr Amt uneigentlich.

Art. 16. Die Mitglieder des Vorstandes werden durch die Generalversammlung in geheimer Abstimmung und mit absoluter Stimmemehrheit in der Zusammenkunft ernannt, welche durch Art. 27 für die Rechnungsablage anberaumt ist. Sie werden unter den wirklichen Mitgliedern erwählt. Die Neuwahl aller Mitglieder des Vorstandes findet, abgesehen von der Ersetzung einzelner verstorbener oder abdankender Mitglieder, alljährlich statt. Die austretenden Mitglieder sind wieder wählbar. Das ersetzte oder abdankende Mitglied bleibt im Amt bis zum Monat, welcher auf seine Ersetzung oder seine Abdankung folgt.

Art. 17. Der Präses des Gesellenvereins ist von Rechts wegen Ehrenpräsident der Schuhmachersektion, mit dem Recht, allen Sitzungen beizuwohnen.

Art. 18. Die Wahl des Vorstandes vollzieht sich in folgender Weise : Zuerst werden der Präsident und der Kassierer, jeder einzeln gewählt ; darnach die übrigen Mitglieder, von welchen dasjenige, auf welches die meisten Stimmen fallen, Vice-Präsident ist. Unmittelbar nach der Wahl treten die Mitglieder des Vorstandes zu einer Sitzung zusammen, in der sie durch geheime Wahl die übrigen Aemter des Schriftführers, des Aufsichtscommissars sowie der beiden Assistenten besetzen.

Art. 19. Der Vorsitzende überwacht und sichert die Ausführung der Statuten. Er handhabt die Polizei in den Versammlungen, er unterzeichnet alle Urkunden, Beschlüsse und Berathungen und vertritt die Gesellschaft in ihrem Verkehr mit den öffentlichen Behörden. Er erlässt die nöthigen Anordnungen für die Zusammenkünfte des Vorstandes und die Einberufung der General-Versammlungen.

Art. 20. Der Vice-Präsident vertritt nöthigenfalls den Präsidenten, welcher ihm alle seine Befugnisse übertragen kann ; er leistet dem Präsidenten Beistand in allen seinen Amtsübungen.

Art. 21. Der Schriftführer ist betraut mit der Abfassung der Sitzungsberichte, mit der Correspondenz, den

Einberufungen und der Aufbewahrung des Archivs. Er führt das Mitgliederregister und legt dem Vorstände die Aufnahme gesuche vor, alles unter Aufsicht des Präsidenten.

Art. 22. Der Kassierer besorgt die Einnahmen und Auszahlungen und trägt sie in ein durch den Präsidenten mit Seitenzahl und Namenszug versehenes Kassenbuch ein. In der Februar-Generalversammlung legt er Rechnung über die Finanzlage ab. Er haftet für die Gelder, die sich in der Kasse befinden. Er bezahlt auf Sicht von Anweisungen, welche vom Vorsitzenden und vom Schriftführer visirt sein müssen. Er behündigt den Mitgliedern bei deren Aufnahme Karten oder Büchlein, worauf die Zahlung der Beiträge vermerkt wird. Er bewerkstelligt die Anlage und Erhebung der Gelder bei der Sparkasse, den Ankauf von Rententiteln, die Hinterlegung von solchen bei der General-Einnahme und die Hinterlegungs-erklärung gegen Nominativbescheinigung auf den Namen der Gesellschaft, auf eine vom Präsidenten und dem Schriftführer unterzeichnete Anweisung, worin die gesetzmässig zu hinterlegende Summe angegeben ist.

Art. 23. Der Aufsichtscommissar hat mit den Assistenten die Kassenoperationen und das Abstimmungsgeschäft zu überwachen. Sie sorgen für die Aufrechterhaltung der Ordnung in den Sitzungen. Ausserdem haben sie die unten vorgesehenen Visatoren zu controlliren und sich persönlich über das Befinden der Kranken zu vergewissern. Die eingezogenen Erkundigungen theilen sie in den Sitzungen des Vorstandes mit.

Art. 24. Dem Vorstände stehen zur Seite Visatoren oder die Sectionäre, welche die Kranken zu besuchen und sich über die Ausführung der Verpflichtungen des Vereins denselben gegenüber zu vergewissern haben. Die Sectionäre werden durch die Mitglieder ihrer Sectionen zu dem Amte in der Februar-Generalversammlung gewählt.

Art. 25. Der Vorstand tritt, so oft die Interessen der Gesellschaft es erfordern, zusammen. Derselbe stellt das Reglement über die Polizei in seinen Sitzungen, über die innere Ordnung u. s. w. auf.

Art. 26. Die Anordnungen, welche sich auf Arzt und Apotheke beziehen, werden durch den Vorstand getroffen.

Art. 27. Die Gesellschaft tritt periodisch nach Massgabe der jeweiligen Bedürfnisse zusammen. Ausser diesen Zusammenkünften werden jedes Jahr zwei ordentliche Generalversammlungen abgehalten, welche speciell für die Ablage und Prüfung der Rechnungen und die Erör-

terung der die Gesellschaft interessirenden Fragen bestimmt sind. Sie finden statt, die erste im Januar oder zu Anfang Februar, die zweite gelegentlich des Stiftungsfestes im October. In der ersten ausserordentlichen General-Versammlung legt der Vorstand Rechnung ab über seine Amtsthätigkeit, die gesammten Geschäfte des ganzen, letztvergangenen Jahres und über die am 31. Dezember abgeschlossene Finanzlage. Diese Rechnungsablage wird acht Tage vor der Versammlung den Mitgliedern schriftlich, gedruckt oder durch Anschlag mitgetheilt. Nach Genehmigung dieser Rechnungsablage schreitet die Versammlung zur Wahl des Vorstandes und zur Ersetzung der abdankenden oder verstorbenen Mitglieder. Der Vorsitzende kann ausserdem die General-Versammlung entweder eigenmächtig, oder auf Verlangen des Vorstandes, oder auf ein von zehn wirklichen Mitgliedern unterzeichnetes und die Gegenstände der Tagesordnung enthaltendes Ersuchen einberufen.

Jede Einberufung der Mitglieder zu einer ausserordentlichen General-Versammlung muss einem jeden derselben wenigstens drei Tage vor dem für die Versammlung auseraumten Tage schriftlich angezeigt werden.

KAPITEL V. — *Verpflichtungen der Mitglieder gegen die Gesellschaft.*

Art. 28. Die wirklichen Mitglieder haben bei ihrem Eintritt eine Aufnahmegebühr von so viel mal eine Mark zu zahlen, als die Zahl ihrer Lebensjahre das Mindestalter, das für die Aufnahme festgesetzt ist, übersteigt. Die Zahlung dieser Gebühr muss in den sechs ersten Monaten erfolgen.

Art. 29. Des weiteren verpflichten sich die wirklichen Mitglieder zur Zahlung eines wöchentlichen Beitrages von dreissig Centimes und zur Ausübung der Funktionen, welche ihnen vom Vorstände oder der Versammlung übertragen werden. Ein Reglement über die innere Ordnung bestimmt die Art der Betragserhebung. Dem Mitglied steht es frei, seine Beiträge auf eine beliebige Zeit im Voraus zu leisten.

Art. 30. Die Ehrenmitglieder zahlen einen Jahresbeitrag von mindestens 7,50 Franken.

Art. 31. Beim Tode eines Mitgliedes müssen die wirklichen Mitglieder dem Begräbniss beiwohnen bei Strafe von einem Franken.

Art. 32. Es wird von den Mitgliedern keinerlei Beitrag erhoben für Zwecke, die nicht in den Statuten vorgesehen sind.

KAPITEL VI. — Verpflichtungen der Gesellschaft gegen ihre Mitglieder.

Art. 33. Das erkrankte oder von einem Unfall betroffene Mitglied erhält nebst einer Geldentschädigung ärztliche Pflege und Medikamente während einer unten zu bestimmenden Zeitdauer. Die Medikamente begreifen auch Bäder, Bandagen, Brillen, Blutegel u. s. w.

Die Geldentschädigung wird auf 1,25 Franken pro Tag festgesetzt. Die Unterstützung des durch Krankheit arbeitsunfähigen Mitgliedes seitens der Gesellschaft endet spätestens mit dem Ablauf der dreizehnten Woche nach Beginn der Krankheit. Sollte der Vorstand es für angezeigt halten, die Unterstützung noch ferner zu gewähren, so muss er, in jedem einzelnen Falle, der General-Versammlung, deren Beschluss entscheidend ist, einen diesbezüglichen Antrag unterbreiten.

Art. 34. Ein Unwohlsein von weniger als drei Tagen gibt kein Recht auf Entschädigung. Bei einer länger andauernden Krankheit beginnt der Anspruch auf Entschädigung vom ersten Tage ab. In allen Fällen werden die Sonn- und Feiertage wie die Wochentage gezählt.

Art. 35. Um Recht auf die Vortheile der Gesellschaft zu haben, muss das Mitglied seine falligen Beiträge mit den Strafgeldern vollständig beglichen haben. Während der Krankheitsdauer bleibt das Mitglied von der Zahlung der Beiträge befreit.

Art. 36. Der Anspruch auf die Geldentschädigung gibt stets Recht auf Arzt und Medicamente, so dass die finanzielle und die ärztliche Unterstützung stets zusammengehen.

Art. 37. Der Reservefonds wird auf 2000 Franken festgesetzt. Der also gestiftete Reservefonds darf nur mit Zustimmung der Gesellschaft und gemäss einem Votum der General-Versammlung angegriffen werden. Ist der Reservefonds einmal in Angriff genommen, und dessen Betrag unter 2000 Franken gesunken, so wird von den Mitgliedern so lange ein ausserordentlicher, monatlicher Beitrag von 25 Centimes erhoben, bis der Reservefonds seine ursprüngliche Höhe wieder erreicht hat. Der Verkauf von Rententiteln oder die Erhebung hinterlegter Gelder, welche zu diesem Reservefonds gehören, müssen durch den Verwaltungsrath gutgeheissen werden, dessen Entscheidung von allen anwesenden Mitgliedern zu unterzeichnen ist.

Art. 38. Bei Krankheiten, die auf Ausschweifung oder Unmässigkeit zurückzuführen sind, bei Verwundungen, welche das Mitglied bei einer Schlägerei empfangen, wo

es erwiesenermassen der Angreifer war, oder bei Verwundungen, die es in einem Aufstand, woran es sich freiwillig betheiligte, oder im Wirthshause erhalten, besteht kein Recht auf Unterstützung.

Art. 39. Jedem Kranken, welcher ausser dem Hause angetroffen wird, ohne zum Ausgehen ermächtigt zu sein, oder welcher Arzneien oder Nahrung, die gegen die Verordnungen des Arztes verlossen, oder, ausser bei ärztlicher Vorschrift geistige Getränke zu sich nimmt, wird die Geldentschädigung entzogen. Desgleichen hört die Baarunterstützung auf, wenn der Kranke in der Ausübung seines Berufes oder über jeder anderen, mit seinem Gesundheitszustand unverträglichen Arbeit angetroffen wird.

Art. 40. Das Mitglied, welches als unheilbar oder kränklich gilt, kann eine ausserordentliche, zeitweilige Unterstützung geniessen, deren Betrag jedes Jahr durch die Generalversammlung im Verhältniss zu den Kassemitteln festgesetzt wird.

Art. 41. Beim Tode eines Mitgliedes erhält dessen Familie hundert Franken zur Bestreitung der Begräbnisskosten. Beim Tode eines wirklichen Mitgliedes, welches keine Familie hinterlässt, sorgt die Gesellschaft für ein anständiges Begräbniss.

KAPITEL VII. — Das Gesellschaftskapital und seine Anlage.

Art. 42. Das Gesellschaftskapital besteht aus :

- 1° den Einzahlungen der wirklichen Mitglieder ;
- 2° den Straf- und Eintrittsgeldern ;
- 3° den Beiträgen der Ehrenmitglieder ;
- 4° den Privatschenkungen oder Vermächtnissen ;
- 5° den Staats- oder Gemeindeforschüssen ;
- 6° den Zinsen der angelegten Kapitalien.

Art. 43. Wenn über 200 Franken Vereinsgelder sich in der Kasse befinden, so ist der Ueberschuss, sobald er die Höhe von 100 Franken erreicht, an die Staatssparkasse abzuführen oder, je nach Erachten des Verwaltungsrathes, dem Gesetze gemäss, und wie es für die Gesellschaftsinteressen am erspriesslichsten ist, anzulegen, sei es in luxemburgischer Staatsrente, sei es mit Genehmigung der Regierung in anderen öffentlichen Werthpapieren oder Obligationen von Gemeindeanleihen. Vorkommenden Falls werden die Obligationen, so wie sie angekauft werden, bei der Generaleinnahme hinterlegt. Ueber die Hinterlegung der Luxemburgischen Staatsschuldentitel wird eine Erklärung gegen eine auf den Namen der Gesellschaft lautende Nominativbescheinigung aufgenommen.

Art. 44. Die Gesellschaftsgelder dürfen in keinem Fall zu einem anderen als dem ausdrücklich in dem Statut angewiesenen Zweck verwendet werden.

KAPITEL VIII. — Statuten-Abänderung. Auflösung und Liquidierung. Schlichten etwaiger Streitsachen.

Art. 45. Jeder Antrag auf Abänderung der Statuten oder Reglemente muss dem Verwaltungsrath unterbreitet werden, welcher bestimmt, ob demselben Folge geleistet werden muss oder nicht. Eine Statutenabänderung ist nur durch eine Generalversammlung zulässig, welche wenigstens einen Monat im Voraus, eigens zu diesem Zweck, durch schriftliche oder gedruckte Briefe an jedes einzelne Mitglied oder durch Anschlag, mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung zusammenberufen sein und aus mindestens drei Viertel der eingeschriebenen Mitglieder bestehen muss.

Die Beschlüsse dieser Versammlung müssen, um gültig zu sein, mit drei Viertel Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst und von der Regierung in der Form genehmigt werden, welche durch Art. 2 des Grossherzoglichen Beschlusses vom 22. Juli 1891 (Reglement über die auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen) vorgeschrieben ist.

Art. 46. Die Gesellschaft kann sich eigenmächtig nur bei erwiesener Unzulänglichkeit ihrer Mittel auflösen. Die Auflösung kann nur in einer speziell zu diesem Zwecke, wenigstens zwei Monate im Voraus durch Einzelbriefe mit ausdrücklicher Angabe der Tagesordnung einberufenen Versammlung beschlossen werden, in welcher wenigstens drei Viertel der stimmberechtigten Mitglieder zugegen sein müssen. Dieser Beschluss kann nur erfolgen, nachdem dieselbe Generalversammlung über die eventuelle Beschaffung neuer Hilfsmittel berathschlagt hat und muss mit wenigstens drei Viertel Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst sein.

Die Auflösung ist nur mit Gutheissung der Oberbehörde gültig.

Im Falle der Auflösung wird die Liquidierung zufolge den Bestimmungen des Art. 9 des Grossherzoglichen Beschlusses vom 22. Juli 1891 bewerkstelligt.

Art. 47. Alle Schwierigkeiten oder Zwistigkeiten, welche im Schoosse der Gesellschaft, entweder zwischen Mitgliedern oder zwischen Mitgliedern einer- und dem Verwaltungsrath andererseits entstehen, werden immer durch zwei von den beteiligten Parteien zu ernennenden Schiedsrichtern geschlichtet. Unterlässt eine der Parteien diese Ernennung, so kann der Vorsitzende der Gesellschaft dieselbe vornehmen.

Sind die beiden Schiedsrichter getheilter Ansicht, so ziehen sie oder in Ermangelung, der Präsident, einen Dritten zu, welcher zu entscheiden hat und dessen Entscheidung entgeltlich ist.

Ist die Gesellschaft als solche bei der Streitfrage interessiert, so hat statt des Vorsitzenden der Gesellschaft der Präsident der höheren Commission zur Förderung der auf Gegenseitigkeit beruhenden Hilfskassen, die in den beiden vorstehenden Abschnitten vorgesehenen Schiedsrichter und dritten Schiedsrichter zu ernennen.

Art. 48. Transitorisch. Der bisherige, wöchentliche Beitrag von fünf Sous wird bis zum letzten Sonntag Dezember 1901 beibehalten.

Die Unterstützungen werden erst vom 1. Februar 1902 an bewilligt.

Also beschlossen in der General-Versammlung zu Luxemburg, am 3. November 1901.

(Folgen die Unterschriften.)

Caisse d'épargne. — Situation au 1^{er} mai 1902.

Dépôts effectués durant le mois d'avril 1902	fr.	807,435 05
Remboursements effectués " " "	»	393,930 27
Excédent des dépôts	fr.	<u>413,504 78</u>
Dépôts effectués depuis le 1 ^{er} janvier 1902 au 1 ^{er} avril 1902	fr.	3,350,206 99
Remboursements effectués " " "	»	1,340,284 05
Excédent des dépôts	fr.	2,009,922 94
Avoir des déposants au 1 ^{er} janvier 1902, les intérêts de 1901 non compris.	»	22,038,399 22
Intérêts bonifiés sur les livrets soldés depuis le 1 ^{er} janvier 1902	»	1,968 88
Total des dépôts	fr.	<u>24,468,795 82</u>
Nombre de livrets existants au 1 ^{er} janvier 1902		37419
Livrets nouveaux ouverts depuis le "		2607
Livrets soldés depuis le "		1353
Excédents des livrets nouveaux		<u>1254</u>
Total des livrets en cours		<u>38673</u>

Avis. — Règlement communal.

Dans sa séance du 22 mars 1902, le conseil communal de Flaxweiler a décrété un règlement de police concernant les conduites d'eau et les lavoirs publics. — Ce règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 15 mai 1902.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Avis. — Administration communale.

Par arrêté grand-ducal du 22 mai courant, M. François Hoffmann, cultivateur à Olingen, a été nommé bourgmestre de la commune de Belzdorf.

Luxembourg, le 25 mai 1902.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Caisse d'épargne. — A la date du 20 mai 1902, le livret N° 84035 a été déclaré perdu. — Le porteur du dit livret est invité à le présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir ses droits. — Faut-il par le porteur de ce faire dans le dit délai, le livret en question sera déclaré annulé et remplacé par un nouveau.

Luxembourg, le 20 mai 1902.

Caisse d'épargne. — Par décision min. en date du 20 mai 1902, le livret N. 90968 a été annulé et remplacé par un nouveau.

Bekanntmachung. — Gemeindeglement.

In seiner Sitzung vom 22. März 1902 hat der Gemeinderath von Flaxweiler ein Polizeireglement über die Wasserleitungen und öffentlichen Waschbrunnen erlassen. — Besagtes Reglement ist vorchriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luzemburg, den 15. Mai 1902.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Bekanntmachung — Gemeindeverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 22. I. Mts. ist Hr. Franz Hoffmann, Ackerer zu Olingen, zum Bürgermeister der Gemeinde Belzdorf ernannt worden.

Luzemburg, den 25. Mai 1902.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.